



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 3 octobre 2024

**ZOOM #1 : MEGA CONTRAT IMPLIQUANT TOTAL ENERGIES D'UN TOTAL DE 10,5 MD\$,
MARQUANT UNE NOUVELLE ÈRE POUR L'ÉCONOMIE DU SURINAME.**

**ZOOM #2 : RÉDUCTION DU TAUX DIRECTEUR DE 50 PB PAR LA BANQUE CENTRALE
COLOMBIENNE DANS LE CADRE DE LA BAISSÉ DE L'INFLATION.**

BOLIVIE

La Bolivie a réglé 82 % du service de sa dette publique extérieure total prévu pour 2024. Essor des transactions en crypto-monnaies avec une moyenne de 374 000 opérations mensuelles.

COLOMBIE

Prévisions de BBVA : croissance annuelle de +2 % en 2024, accélérant à + 2,8 % en 2025. Le gouvernement présente un budget de regalías de 9,2 Md USD pour 2025-2026. 9,5 Md USD seront alloués au développement des énergies renouvelables. 25 articles de la réforme du travail approuvés en deux jours de débat par la Chambre des représentants. Baisse de l'activité manufacturière et des services en septembre, reflétée par l'indice PMI

EQUATEUR

Le PIB a diminué de -2,2 % g.a. au T2 2024. Petroecuador exportera 5 000 000 de barils de pétrole, équivalents à 348 MUSD, en octobre 2024.

GUYANA

27 entreprises énergétiques en lice pour un contrat de commercialisation du pétrole guyanien.

PEROU

L'inflation négative en septembre augmente la probabilité d'une prochaine baisse des taux de la Banque centrale. Le déficit budgétaire a atteint 4 % du PIB.

VENEZUELA

Le Venezuela s'est imposé comme le 3ème fournisseur de pétrole des États-Unis en juillet 2024.

La société pétrolière PDVSA a redémarré le reformeur de naphta de Cardón.

La Banque centrale du Venezuela (BCV) a poursuivi la réduction de ses interventions sur le marché bancaire.

Un tribunal a approuvé la saisie d'actifs de PDVSA à Trinité-et-Tobago.

Feu vert pour l'exploration et extraction de minerai de cassitérite dans l'arc minier de l'Orénoque.

Zoom #1 : Méga contrat impliquant TotalEnergies d'un total de 10,5 Md\$, marquant une nouvelle ère pour l'économie du Suriname.

L'annonce de la *Final Investment Decision* (FDI) par le PDG de TotalEnergies et le Président du Suriname représente un investissement de plus de 2,8 fois le PIB du pays en 2023, pour des réserves récupérables de 750 millions de barils et une production attendue à un pic de 220 000 b/j. TotalEnergies est opératrice du projet, en coopération avec *APA Corporation*, une pétrolière étatsunienne. La *first oil* est attendue pour 2028. Cette annonce ouvre des perspectives pour un pays parmi les plus pauvres d'Amérique du Sud et confronté aux contraintes des pays insulaires. Le Suriname clôturera un programme EFF (facilité élargie de crédit) du FMI en mars 2025, un mécanisme de prêt à long terme de l'ordre de 580 M\$ (430,7 M SDR) sur trois ans, destiné à soutenir des réformes économiques structurelles en échange d'engagements de stabilisation budgétaire et monétaire, ayant permis au pays de regagner un certain équilibre budgétaire et monétaire. La perspective de ces recettes pétrolières ouvre surtout la voie à une croissance plus soutenable.

L'annonce concerne le développement du projet « GranMordu », localisé sur le champs offshore Bloc 58 sur lequel opère TotalEnergies (opérateur à 50 %) en collaboration avec *APA Corporation* (USA, 50 %). Ce projet vise à développer les découvertes pétrolières réalisées en 2023 sur des champs localisés à 150 km des côtes surinamaises. *GranMordu* sera développé via l'appui d'un FPSO (unité flottante de production, de stockage et de déchargement de pétrole) d'une capacité de 220 000 barils par jour, une installation maritime permettant d'extraire, stocker et transférer le pétrole directement en mer. Le *First Oil* est prévu pour 2028. Le bloc 58, à proximité du Guyana, est le premier projet d'exploitation pétrolière offshore du Suriname.

Zoom #2 : Réduction du taux directeur de 50 pb par la Banque centrale colombienne dans le cadre de la baisse de l'inflation.

La Banque centrale a procédé à une nouvelle réduction – la 7^e consécutive – de son taux directeur de 50 points de base (pb) le 30 septembre, le ramenant à 10,25 %. Bien que la majorité des analystes sondés anticipaient une baisse plus importante (de 75 pb), la Banque centrale a opté pour une approche plus conservatrice : quatre membres du conseil de politique monétaire ont voté pour une baisse de 50 pb et trois pour une baisse de 75 pb (dont le Ministre des Finances). Cette décision s'inscrit dans un contexte marqué par la décélération de l'inflation, qui est passée de +6,86 % g.a. en juillet à +6,12 % g.a. en août, soit une baisse de 74 pb. Toutefois, le contexte est également marqué par la persistance d'incertitudes externes et de risques financiers. Parmi ces risques, les fluctuations des taux de change et l'augmentation des primes de risque en Amérique Latine ont particulièrement pesé. La Colombie, fortement dépendante des exportations de pétrole, a été affectée par la chute des prix du brut, exacerbant les tensions sur le peso colombien (COP) et les pressions sur l'économie

nationale. De plus, la situation budgétaire ([cf. zoom des brèves du 27 septembre](#)) du pays complexifie la donne.

Face à ces incertitudes, la Banque centrale a jugé préférable de maintenir un différentiel de taux attractif par rapport aux autres économies de la région pour limiter la volatilité du change et les effets potentiels sur l'inflation. Malgré cette prudence, l'ANIF (un centre d'analyse économique) considère que les conditions domestiques sont favorables à des réductions de taux plus importantes lors des deux réunions restantes pour l'année 2024, en octobre et en décembre. En effet, l'inflation continue de montrer des signes de ralentissement, ce qui pourrait permettre d'assouplir davantage la politique monétaire sans compromettre l'objectif de stabilité des prix. Ainsi, l'enquête ANIF indique que les analystes prévoient une baisse cumulative de 150 pb (75 pb x 2) d'ici la fin de l'année, ramenant le taux directeur à 8,75 % à la fin de 2024.

Brèves

Bolivie

La Bolivie a réglé 82 % du service de sa dette publique extérieure total prévu pour 2024.

Au 30 septembre, la Banque centrale (BCB) a annoncé avoir payé 82% du total du service de la dette publique extérieure prévu pour cette année, qui s'élève à 1,51 Md USD. La BCB a également informé qu'en septembre, elle a payé 195 M USD pour ainsi totaliser 1,24 Md USD au troisième trimestre de l'année. Depuis le début de l'année, il s'agit du montant le plus élevé payé mensuellement par la BCB pour le service de la dette extérieure. Entre janvier et septembre ressortent les paiements effectués à des créanciers multilatéraux tels que la Corporation Andine de Développement (CAF) pour un montant de 431 M USD (soit 35 % du total), la Banque Interaméricaine de Développement (BID) pour 230 M USD (18%), et des créanciers bilatéraux comme la République Populaire de Chine pour 237 M USD (19%).

Essor des transactions en crypto-monnaies avec une moyenne de 374 000 opérations mensuelles.

Le 25 juin 2024, la Banque Centrale (BCB) décidait de permettre l'utilisation de canaux et d'instruments de paiement électronique avec des crypto-monnaies. Trois mois plus tard, les données de la BCB indiquent que les montants échangés ont doublé et atteignent une moyenne de 15,6 M USD par mois. Avant cette disposition, les montants échangés en crypto-monnaies sur les marchés des plateformes numériques étaient en moyenne de 7,6 M USD par mois. Alors que le nombre de transactions via ces actifs virtuels était en moyenne de 155 000 transactions par

mois, au cours des trois derniers mois, la moyenne est passée à 374 000 transactions par mois, soit 141 % de plus. La BCB prévoit que plus de 258 000 Boliviens posséderont des actifs virtuels fin 2024, ce qui équivaut à 6% de la population disposant d'un revenu formel. Edwin Rojas, président de la BCB, a souligné que l'utilisation des crypto-monnaies est une étape fondamentale vers la modernisation du système de paiement, permettant aux utilisateurs d'effectuer des transactions commerciales quotidiennes et d'épargner la monnaie numérique à long terme.

Colombie

Prévisions de BBVA : croissance annuelle de +2 % en 2024, accélérant à + 2,8 % en 2025.

La croissance pourrait par ailleurs atteindre +3,6% en 2026, portée principalement par la demande intérieure, qui progresserait de +2,8% en 2024 et de + 5,5 % en 2025. La consommation privée, notamment de biens durables et semi-durables, constitue le principal moteur de cette croissance. L'emploi devrait quant à lui croître de +1,7 % en 2025 et de + 2% en 2026, entraînant une baisse progressive du taux de chômage à 10% en 2025 et à 9,7% en 2026. Par ailleurs, l'inflation est attendue à 5,4 % fin 2024, avant de se réduire à 3,8 % en 2025. Finalement, Le taux de change USD/COP devrait fluctuer entre 4 150 \$ et 4 350 \$ au cours des deux prochaines années (aujourd'hui à 4 193 \$), influencé par des facteurs économiques et politiques tels que les élections étatsuniennes.

Le gouvernement présente un budget de regalías de 9,2 Md USD pour 2025-2026.

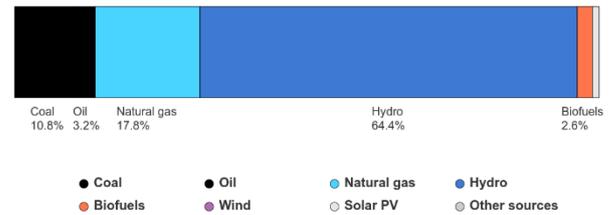
Les ministères des Finances et des Mines ont soumis à la Chambre des représentants le budget des *regalías* pour l'exercice biennal 2025-2026. En Colombie, l'État destine ces royalties (*regalías*) issues principalement des industries pétrolière, charbonnière et minière, pour financer des projets de développement social, d'infrastructure, d'éducation et de santé dans les régions où les ressources naturelles sont extraites. Une partie des fonds est également allouée aux gouvernements locaux et régionaux pour stimuler le développement économique et réduire les inégalités (péréquation). L'objectif est d'assurer que les bénéfices de l'exploitation des ressources naturelles profitent directement aux communautés locales et au développement du pays. Ce budget atteint un montant de 7,4 Md USD, soit 1,7% du PIB et est principalement destiné à financer des projets régionaux (28,3% ; 2,1 Md USD) et territoriaux (20,2% ; 1,5 Md USD), avec 82,5 % des recettes provenant des revenus courants, essentiellement issus des hydrocarbures. Les ressources seront allouées à des initiatives prioritaires, telles que le développement rural, la transition énergétique et la réduction des inégalités régionales. Le budget prévoit également des investissements dans la science, la technologie et l'innovation (476 M USD), ainsi que des fonds pour stabiliser les territoires affectés par la violence (1,3 Md USD) et la pauvreté (666 M USD).

9,5 Md USD seront alloués au développement des énergies renouvelables.

Lors de la présentation du Salon *Economies for Life*, le gouvernement a annoncé l'allocation de 9,5 Md USD à des projets énergétiques afin d'accélérer la transition énergétique. Plus spécifiquement, l'initiative a été décrite par les ministères y participant comme visant au développement des sources d'énergie « non-conventionnelles » comme l'éolien, le solaire et l'hydrogène. 64% du mix électrique colombien est pour l'heure produit via l'hydroélectricité. Des contributions issues de fonds internationaux, pour 2,4 Md USD, sont également attendus pour soutenir cette transition. D'autres secteurs prioritaires incluent l'agriculture durable et l'infrastructure

ferroviaire, avec un objectif global de réduction des émissions de 51 % d'ici 2030 et la neutralité carbone à horizon 2050.

Electricity generation sources, Colombia, 2023



Source: International Energy Agency. Licence: CC BY 4.0

25 articles de la réforme du travail approuvés en deux jours de débat par la Chambre des représentants.

Le 1^{er} octobre, en séance plénière de la Chambre des représentants, 25 des 76 articles de la réforme du travail ont été approuvés après deux jours de débats intenses. Les discussions ont été marquées par des désaccords notamment concernant des articles relatifs aux droits des travailleurs des plateformes numériques et à l'indemnisation des licenciements abusifs. Ainsi, l'article 8, qui visait à renforcer les compensations en cas de licenciement injustifié, a été rejeté. Par ailleurs, des mesures ont été adoptées concernant notamment les conditions de travail dans les secteurs des médias, tandis que la question de l'externalisation reste controversée, notamment pour les entreprises de services temporaires.

Baisse de l'activité manufacturière et des services en septembre, reflétée par l'indice PMI.

En septembre 2024, l'indice PMI¹ du secteur industriel colombien, calculé par la banque *Davivienda* et par l'agence de notation *S&P Global*, a reculé à 48,1, marquant un deuxième mois consécutif en dessous du seuil de 50, indiquant une détérioration des conditions dans le secteur. Ce résultat reflète une baisse marquée des nouvelles commandes, à leur plus bas niveau en un an, et une chute significative de la production industrielle, la plus forte depuis novembre 2022.

De fait, les entreprises ont réduit leurs achats d'intrants, entraînant une forte contraction des stocks. L'emploi a également décliné pour le troisième mois consécutif, atteignant un niveau inédit en trois ans - indice à 48, soit une baisse de

¹ *Purchasing Manager's Index*. Cet indice mesure l'activité économique dans les secteurs manufacturier et des services en Colombie et est basé sur des enquêtes auprès des entreprises.

7 points par rapport au T2-22. Malgré ces défis, les entreprises restent prudemment optimistes quant à une reprise, bien que la confiance globale demeure inférieure à la moyenne historique. **Pour mémoire, la croissance a atteint 2,1 % g.a. au T2 2024 (après 0,7 % de croissance en 2023), et les méthodes de nowcasting reflètent une croissance de 2,2 % g.a. au T3 2024: l'industrie manufacturière serait en légère récupération.**

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-1,8 %	+18 %	1 298
Change USD/COP	0 %	-0,7 %	4 185,8
Change EUR/COP	-1,3 %	+7,1 %	4 615,3
Prix du baril (Brent, USD)	+8 %	-11 %	76,8

Equateur

Le PIB a diminué de -2,2 % g.a. au T2 2024.

Il s'agit de la contraction la plus importante depuis le T1 2021 dans un contexte la crise sanitaire (-5,2 % g.a.). Cette baisse de la croissance est imputable en partie à la hausse de la TVA (passée de 12 % à 15 %) qui a eu un impact sur la consommation des ménages ainsi que sur les investissements publics et privés (-8,2 % g.a.). **La crise énergétique que traverse le pays laisse présager un impact sur les chiffres de la croissance aux T3 et T4 de cette année.**

Petroecuador exportera 5 000 000 de barils de pétrole, équivalents à 348 MUSD, en octobre 2024.

L'entreprise publique de pétrole, *Petroecuador*, exportera 5 M de barils de pétrole, équivalents à 348 MUSD, en octobre 2024. Les ventes de pétrole ont été attribuées à la société chinoise *Petrochina*, ainsi qu'à *Unipetec* (entreprise d'Etat chinoise). Ces entreprises ont été attributaires de ce marché, parmi 33 entreprises publiques qui ont participé. **Entre janvier et aout 2024, Petroecuador a exporté 74,5 millions de barils de pétrole qui ont engendré des revenus équivalents à 5,3 MdUSD pour l'Etat.** Par ailleurs, à septembre 2024, *Petroecuador* a mis à disposition 3,6 millions de barils mensuels sur le marché spot, à la suite de l'arrivée à

échéance de deux contrats à long terme et à la renégociation des ventes anticipées de pétrole avec *Petrochina*.

Guyana

27 entreprises énergétiques en lice pour un contrat de commercialisation du pétrole guyanien.

Le 1^{er} octobre, le Guyana a reçu – selon le Conseil national d'administration des marchés publics - des offres de 27 grandes entreprises énergétiques pour un contrat de commercialisation de 12 mois portant sur la part du gouvernement dans le pétrole brut produit dans le pays. Parmi les soumissionnaires figurent des sociétés telles que *TotalEnergies*, *Shell*, *Chevron*, *ADNOC*, *Gunvor*, et *PetroChina*. Ce contrat, qui débutera en novembre, vise à commercialiser environ 23 cargaisons de brut léger, avec des expéditions d'1 M de barils chacune.

Pérou

L'inflation négative en septembre augmente la probabilité d'une prochaine baisse des taux de la Banque centrale.

Au cours du mois de septembre 2024, l'Indice des prix à la consommation (IPC) dans la région métropolitaine de Lima a baissé de -0,24 %, en dessous des attentes du consensus (+0,08 %) et de la médiane historique 2010-2019 (0,13 %). Ainsi, l'inflation cumulée sur les 12 derniers mois a décéléré de 2,0 % à 1,8 %, tombant sous la cible de politique monétaire (2 % ± 1 pt%) et atteignant son niveau le plus bas depuis près de quatre ans. Selon l'Institut National de la Statistique et de l'Informatique (INEI), cette baisse est principalement liée à la baisse des prix dans les secteurs de l'alimentation et des boissons non-alcoolisées (-0,97%) et des transports (-0,40%). Parallèlement, l'IPC de base (hors alimentation et énergie) a enregistré une croissance nulle. Ces données augmentent la probabilité que la Banque centrale (BCRP) réduise son taux directeur de 25 points de base (actuellement à 5,25 %).

Le déficit budgétaire a atteint 4 % du PIB.

Selon le département de recherche économique du *Banco de Credito (BCP)*, le déficit budgétaire accumulé au cours des 12 derniers mois a atteint 4 % du PIB. Il s'agit du déficit le plus important enregistré depuis 2020, ce qui témoigne d'une augmentation des dépenses publiques et d'une lente reprise des recettes fiscales, compliquant le respect de la nouvelle règle budgétaire. En effet, les dépenses non-financières ont représenté 21,2 % du PIB, augmentant de +10,5 % en raison de la hausse des rémunérations publiques et d'une augmentation de l'investissement public. Par ailleurs, les recettes fiscales n'ont augmenté que de +0,4 %. D'autres facteurs externes affectent le déficit budgétaire comme les initiatives législatives liées au sauvetage de la compagnie pétrolière publique *Petroperu*. Le président de la BCRP, Julio Velarde, a également souligné que malgré les niveaux de déficit budgétaire actuels, la dette publique reste stable (32 % du PIB en 2022) et est comparativement beaucoup plus faible que dans d'autres pays.

Venezuela

Le Venezuela s'est imposé comme le 3ème fournisseur de pétrole des États-Unis en juillet 2024.

D'après les données de l'Administration étasunienne d'information sur l'énergie (EIA), le Venezuela s'est positionné en juillet comme le 3^{ème} fournisseur de pétrole brut des États-Unis, avec 308 000 bpj. Ce niveau représente un doublement par rapport à juillet 2023, où les exportations s'élevaient à 153 000 bpj. Il s'agit du plus haut volume enregistré depuis janvier 2019, lorsque le Venezuela avait exporté 561 000 bpj vers le États-Unis.

La société pétrolière PDVSA a redémarré le reformeur de naphta de Cardón.

Après un arrêt de trois semaines causées par des travaux de maintenance suite à une panne électrique, la raffinerie de *Cardón*, la 2^{ème} du

pays et cruciale pour la production de carburant, a repris ses opérations. Avec une capacité de traitement de 100 000 bpj, *Cardón* joue un rôle essentiel dans la chaîne d'approvisionnement énergétique nationale.

La Banque centrale du Venezuela (BCV) a poursuivi la réduction de ses interventions sur le marché bancaire.

Le 30 septembre, elle a injecté 51 M USD, marquant ainsi son plus faible niveau d'intervention en sept semaines. Pour l'ensemble du mois de septembre, les interventions ont totalisé 386 M USD le montant le plus bas enregistré depuis mai, où elles s'élevaient à 332 M USD.

Un tribunal a approuvé la saisie d'actifs de PDVSA à Trinité-et-Tobago.

La décision rendue le 27 septembre vise à assurer le paiement d'une dette non-honorée par *PDVSA* envers la multinationale étasunienne *ConocoPhillips*, en tant qu'indemnisation suite à l'expropriation de ses actifs au Venezuela. Le juge a justifié la saisie en évoquant le risque que *PDVSA* déplace ses actifs hors de la juridiction de Trinidad pour échapper au règlement de cette dette, citant notamment le transfert de son siège européen à Moscou comme précédent. Les biens saisis sont liés au projet gazier *offshore Dragon*, dans lequel la compagnie nationale de gaz de T&T est impliquée.

Feu vert pour l'exploration et extraction de minerai de cassitérite dans l'arc minier de l'Orénoque.

Le président Nicolás Maduro a autorisé la Coporation minière vénézuélienne (CVM) à exploiter et à exporter du minerai de cassitérite (dont on obtient notamment l'étain). Le président de la Corporation minière vénézuélienne (CVM), José Santiago Moreno a indiqué que depuis le début de l'année, 833 tonnes de ce minerai ont été exportées, dont 54 tonnes destinée à la Chine et à divers pays appartenant au BRICS.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB prix courants (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2023	2024 p.			2022	Variation par rapport à 2021	
	2023	2024 e	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,1	49,3	2,5	1,6	-5,6	86,6	120	-2	4,8
Colombie	51,9	386,1	0,6	1,1	-3	54,4	91	-3	5,3
Equateur	18	121,6	2,3	0,1	0,9	n.a.	83	+12	1,5
Guyana	0,8	21,2	33	33,9	22,8	31,1	95	+13	3,5
Pérou	34,5	282,4	-0,6	2,5	-1,1	33	87	-3	2,4
Suriname	0,62	4,3	2,1	3	2,1	87,9	124	-25	14,2
Venezuela	29,7	102,3	-0,6	4,5	4,7	n.a.	119	+1	159,9
Argentine	45,6	604,3	-1,6	-2,8	0,9	86,2	48	-1	149,4
Brésil	204	2 331,3	2,9	2,2	-1,3	86,7	89	-2	3,79
Chili	19,6	333,77	0,2	2	-3,9	40,5	44	-2	3
Mexique	127,9	2 017	3,2	2,4	-0,7	55,5	77	+9	3,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtrésor.gouv.fr, sebastien.ANDRIEUX@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Una LACAZE, Diego MAGUINA, Olympe MAHE.

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtrésor.gouv.fr

